**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 04 DECEMBRE 2019**

Le quatre décembre deux mil dix-neuf à vingt-heures trente, le conseil municipal de la commune de Rochetoirin, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Mme Marie-Christine FRACHON, Maire, suite à sa convocation du 28 novembre 2019.

Présents : Marie-Christine FRACHON, Joël RONDET, Anne DELEZENNE, Maurice VIAL, Anne-Lise VERBRUGGEN, Véronique CHENAVER, Raphaëlle ROSSI, Mickaël OUDOT.

Excusés : Bernard DOIDY, Alain DAVID, Hélène LAUSENAZ, Delphine BORELLA

Absents : Sandra MAUGER Yann MOINE, Cédric BOURGEY.

Secrétaire de séance : Anne DELEZENNE.

Services périscolaires : convention d'objectifs et de financement avec la CAF

La convention d'objectifs et de financement définissant les modalités de versement des prestations de service ALSH (accueils de loisirs sans hébergement) et ASRE (aide spécifique rythme éducatifs) signée avec la CAF en 2015 a pris fin en 2018.

Une nouvelle convention doit donc être établie à compter du 1^{er} janvier 2019 (valable jusqu'au 31 décembre 2022) concernant exclusivement la prestation ALSH « périscolaire », du fait de la prise de compétence des centres de loisirs des vacances et mercredis par la Communauté de communes des Vals du Dauphiné.

Après avoir pris connaissance des documents, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve la convention d'objectifs et de financement pour les années 2019 à 2020 telle qu'annexée
- Autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document de nature administrative technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Projet Educatif de Territoire 2019-2021

Suite à la prise de gestion du centre de loisirs des mercredis par la communauté de communes des Vals du Dauphiné à partir du 1^{er} janvier 2019, le Projet Educatif de Territoire (PEDT)/plan mercredi conclue pour 3 ans à partir de la rentrée 2018-2019 avec la DASEN, la DDCS et la CAF n'est plus valable.

Afin de continuer à garantir un accueil périscolaire de qualité et bénéficier des taux d'encadrement adaptés, il convient d'établir un nouveau PEDT pour les seuls services de garderie (matin et soir) et cantine scolaires.

Après avoir pris connaissance des documents, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve le PEDT 2019-2021 tel qu'annexé
- Autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document de nature administrative technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Services périscolaires : création d'un tarif « panier-repas » à la cantine

La commune est saisie d'une demande d'accueil à la cantine scolaire d'un élève dont les allergies nécessitent la mise en place d'un « panier-repas », c'est-à-dire un menu préparé par les parents et apporté à la cantine.

Il est proposé au conseil municipal de fixer un tarif adapté à cette nouvelle prestation, étant précisé qu'elle ne sera ouverte qu'aux élèves couverts par un Projet d'Accueil Individualisé délivré par un allergologue.

Après avoir pris connaissance des documents, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Fixe le montant du panier repas à la cantine scolaire comme suit :

-

	QF <900	QF<900
Elèves habitant Rochetoirin	1,75 €	2,00 €
Elèves d'autres communes	2,25 €	2,40 €

- Autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document de nature administrative technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Renouvellement du contrat d'assistance téléphonique 2020-2024 avec Néocim

Le maire explique que le contrat d'assistance conclu avec Néocim en 2015 prend fin au 31 décembre. Les services de cette société et particulièrement son logiciel « Facto 8 » correspondant à nos attentes, il est proposé au conseil municipal de renouveler ce contrat.

Les services compris dans cette convention sont :

- l'assistance téléphonique
- la fourniture de nouvelles versions
- l'analyse des demandes d'évolution
- la sauvegarde

Le prix de ces prestations s'élève à 588 €TTC, prix ferme pour la durée du contrat.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité

- Accepte la proposition de renouvellement du contrat d'assistance avec Néocim tel qu'annexé
- Autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune ledit contrat et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté : convention de participation au fonctionnement 2019-2020 avec la commune de Les Avenières Veyrins-Thuellin.

Le Maire rappelle que le Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté (RASSED) constitue un pôle ressource dans la circonscription pour l'aide aux élèves et aux enseignants, assuré par des personnels spécialisés intervenant sur les écoles du

secteur. Si l'Etat prend en charge la rémunération des personnels, les communes assurent les dépenses de fonctionnement.

Le RASED du secteur étant basé sur la commune de Les Avenières Veyrins-Thellin, celle-ci propose une convention ayant pour but de répartir ses dépenses de fonctionnement. Elle fixe à 1,40 € par élève le montant de la participation des communes pour la durée de l'année scolaire 2019-2020, soit 197,40 € pour Rochetoirin.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité:

- Approuve la convention 2019-2020 pour l'aide au fonctionnement du RASED telle qu'annexée
- Autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document de nature administrative technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire : convention de participation aux charges de fonctionnement 2018-2019 avec la commune de St Victor de Cessieu

Un dispositif ULIS a été créé à l'école de Saint Victor de Cessieu à la rentrée scolaire 2018-2019. Il vise la réussite des élèves en situation de handicap et répond à des besoins éducatifs particuliers d'élèves.

En 2018-2019, cette classe a accueilli un élève dont les parents résident à Rochetoirin.

Conformément aux dispositions du Code de l'Education relatifs à la répartition des charges de fonctionnement des écoles et précisant la participation obligatoire aux frais de scolarité des enfants pour raison médicale, la commune de Saint Victor de Cessieu a établi une convention à signer entre nos deux communes. Elle définit notamment le base de calcul du coût de fonctionnement de l'école et fixe à 959,56 € par enfant la participation financière des communes de résidence.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve la convention relative à la participation financière des communes aux charges de fonctionnement scolaire- Ulis pour l'année 2018-2019 telle qu'annexée
- Autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune ledit contrat et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire : convention de participation aux charges de fonctionnement 2019-2020 avec la commune de St Victor de Cessieu

Un dispositif ULIS a été créé à l'école de Saint Victor de Cessieu à la rentrée scolaire 2019-2020. Il vise la réussite des élèves en situation de handicap et répond à des besoins éducatifs particuliers d'élèves.

En 2019-2020, cette classe a accueilli un élève dont les parents résident à Rochetoirin.

Conformément aux dispositions du Code de l'Education relatifs à la répartition des charges de fonctionnement des écoles et précisant la participation obligatoire aux frais de scolarité des enfants pour raison médicale, la commune de Saint Victor de Cessieu a établi une convention à signer entre nos deux communes. Elle définit notamment le base

de calcul du coût de fonctionnement de l'école et fixe à 971,66 € par enfant la participation financière des communes de résidence.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve la convention relative à la participation financière des communes aux charges de fonctionnement scolaire- Ulis pour l'année 2019-2020 telle qu'annexée
- Autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune ledit contrat et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Associations : subventions communales 2019

Après avoir rappelé au conseil municipal sa délibération du 16 septembre 2019 décidant de l'attribution d'une subvention au Comité municipal des fêtes pour le feu d'artifice du 14 juillet, le Maire liste les demandes de subventions des diverses associations reçues cette année.

Les membres du conseil municipal, après avoir délibéré, par

- Décident d'attribuer les subventions suivantes au titre de l'année 2019

Association	Montant
Coopérative scolaire de Rochetoirin	80
ADMR- AMMR	1200
Sapeurs -pompiers de La Tour du Pin	60
UDAI (Union pour la Défense des Assoc. de l'Isère)	15
Restos du cœur de l'Isère	50
Secours populaire français	50
Croix Rouge La Tour du Pin	50
Amicale donneurs de sang La Tour du Pin	50
AFM Telethon Isère	60
ADOT 38 (assoc. départementale pour le don d'organes)	15
TOTAL	1630

- Autorisent le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière, nécessaire à l'application de la présente délibération

Sou des Ecoles : demande de subvention pour le voyage scolaire

Au mois d'octobre, 41 élèves des classes de CE2- CM1 et CM2 sont partis en voyage scolaire à Saint Andéol en Vercors. Le coût total du séjour par enfant s'élève pour le Sou des Ecoles à 329,63 €, 173,53€ restant à sa charge, déduction faite de la participation de la coopérative scolaire, de celle des parents et d'une subvention du Conseil départemental.

Anne Delezenne, adjointe aux affaires périscolaires, propose au conseil municipal d'attribuer une subvention de 27 € par élève (idem en 2018) soit 1107 € au total.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide d'attribuer une subvention de 1107 € au Sou des écoles de Rochetoirin pour le financement du voyage scolaire à St Andéol
- Autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Prise en charge des dépenses d'investissement avant le vote du budget 2020

Le Maire rappelle les dispositions de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales, qui prévoit que jusque l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article

Les dépenses d'investissement concernées sont :

- 2158	achat machine à désherber	250
- 2181	réseau informatique mairie	2 500
	aménagement du cimetière	8 500
- 2183	achat ordinateur et serveur mairie	2 800
- 2184	achat mobilier salle du conseil	4 000
- 2313	construction des commerces	<u>70 000</u>
		88 050

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité:

- accepte la proposition ci-dessus
- autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune, tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Personnel communal : modificatif à la délibération du 07 mai 2019 de mise en place du RIFSEEP

Le maire rappelle au conseil municipal sa délibération n°2019-30 décidant de la mise en place du Régime Indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant. Elle explique que pour assurer un lien entre les services périscolaires et la mairie, une mission complémentaire doit être confiée au personnel et prise en compte dans le RIFSEEP.

Il est donc proposé au conseil municipal de modifier, à compter du 1^{er} décembre 2019, les montants mensuels de référence de la filière médico -sociale- cadre d'emploi des Atsem, comme suit :

FILIERE MEDICO-SOCIALE

CADRE D'EMPLOI DES ATSEM (C)

Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercés	Montant mensuel de référence IFSE
Groupe 1	Responsable de service	104,5
Groupe 1'	Responsable de service assurant une mission de coordination	114,5
Groupe 2	Agent d'application	92
Groupe 2'	Agent d'application assurant les fonctions de régisseur	102

Le conseil municipal, après avoir délibéré, par...

- Approuve la proposition ci-dessus
- Autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Adhésion à l'amicale du personnel des Vals du Dauphiné

Le maire explique que l'amicale du personnel des Vals du Dauphiné propose que les agents communaux des communes membres des VDD puissent bénéficier de leurs prestations, moyennant une participation financière annuelle de 10 € à la charge de chaque agent souhaitant adhérer et une subvention de la commune qui s'élève à 100 € (entre 1 et 10 agents).

Considérant l'intérêt des agents communaux face à cette possibilité, il est proposé au conseil municipal d'adhérer à l'Amicale du personnel des VDD pour l'année 2020.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Accepte la proposition ci-dessus
- Autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Dératisation : renouvellement de contrat 2020 avec Rhône Alpes Désinfection

Le maire rappelle au conseil municipal sa délibération n° 2018-21 confiant à la société Rhône Alpes Désinfection la dératisation des 4 secteurs identifiés jusqu'alors à Rochetoirin. Le contrat en vigueur arrivant à son terme au 31 décembre prochain, il est proposé au conseil municipal de le renouveler pour l'année à venir, pour un montant annuel de 240 € HT.

Après avoir pris connaissance des documents, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve le contrat de dératisation proposé par Rhône Alpes Désinfection pour l'année 2020 tel qu'annexé
- Autorise le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document de nature administrative technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Cimetière communal : lancement de la procédure de reprise des concessions en état d'abandon

Le maire explique que plusieurs tombes du cimetière semblent abandonnées, sans aucun entretien. Il paraît donc nécessaire de lancer une procédure de reprise, conformément à la réglementation prévue aux articles L 2223-12 à L 2223-23 du Code Général des Collectivités territoriales.

Elle rappelle que cette procédure longue et complexe ne peut être engagée que sous certaines conditions (matérielles et de temps) et se décline en plusieurs temps : rédaction du procès-verbal constatant l'état d'abandon, notification et publicité, puis la décision de reprise 3 ans après suivant l'accomplissement de ces formalités.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de lancer une procédure de reprise des concessions de cimetière en état d'abandon
- Autorise le Maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Pierrot et Colombine : actualisation du loyer du rez-de-chaussée de l'ancienne école

La convention d'occupation des locaux situés au rez-de-chaussée de l'ancienne école sise 23 route de village, conclue avec l'association Pierrot et Colombine prévoit une révision du loyer chaque année à la date anniversaire du contrat.

Compte tenu que l'indice de base est celui du 2^{ème} trimestre 2013, et la moyenne à prendre en compte lors de chaque révision est celle du même trimestre de chaque année, il est proposé au conseil municipal de fixer, à compter du 1^{er} janvier 2020 le montant du loyer mensuel à 906,60 € (pour rappel, loyer n-1= 882,16 €).

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité:

- Accepte la proposition ci-dessus,
- Autorise le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.